



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

secteur privé et secteur public

Question au Gouvernement n° 681

Texte de la question

SITUATION SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour le groupe socialiste.

M. Victorin Lurel. Monsieur le président, avant de poser ma question, qui s'adresse à M. le Premier ministre, je tiens à élever une vigoureuse protestation contre la réponse qu'a faite tout à l'heure M. le ministre de l'intérieur. On lui a posé une question, c'est à celle-là qu'il devait répondre, et non à une question qui ne lui a pas été posée. Et il n'avait pas à le faire en agressant le groupe socialiste. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Ma question concerne les retraites et le dialogue social, encore et toujours. Il y a tout juste un an, monsieur le Premier ministre, dans votre déclaration de politique générale, vous vous faisiez le héraut du dialogue social et, croyions-nous, d'un nouvel humanisme. Vous évoquez souvent « l'esprit de mai », qui ressemble plutôt, hélas, de plus en plus à l'esprit de décembre 1995 *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, fait de raideur gouvernementale cadavérique.

La France, toutes catégories confondues, secteur public et secteur privé, ici, dans l'Hexagone, comme dans l'outre-mer, tout particulièrement à l'île de la Réunion et en Guadeloupe, est une fois de plus dans la rue pour protester contre votre aveuglement idéologique *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* et votre crispation sectaire *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste)*, qui vous conduisent à refuser tout dialogue approfondi sur le dossier des retraites.

Des propositions alternatives existent (« *Lesquelles ?* » *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), et des sources diversifiées de financement ne reposant pas sur les seuls salaires peuvent être sollicitées.

Vous vous obstinez à ne point entendre, à imposer autoritairement et, disons-le, pour le moins maladroitement, comme frappé par un autisme persistant et assourdissant,...

M. Guy Teissier. La question !

M. Victorin Lurel. ... une réforme concoctée par la France d'en haut, porteuse de régression sociale, que la France d'en bas rejette massivement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. Merci, monsieur Lurel.

M. Victorin Lurel. La rue, qui ne gouverne pas, bien entendu, vient de vous imposer un report *sine die* de l'autonomie des universités (« *La question !* » *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) et des mesures de décentralisation forcée de certains personnels de l'éducation nationale vers les collectivités territoriales.

M. le président. Monsieur Lurel...

M. Victorin Lurel. Personne n'est dupe : ces mesures ne seront pas applicables en pleine rentrée scolaire et universitaire, à la veille d'une échéance électorale importante.

M. le président. Voulez-vous poser votre question, s'il vous plaît !

M. Victorin Lurel. C'est la sagesse même, monsieur le Premier ministre,...

M. le président. Monsieur Lurel !

M. Victorin Lurel. ... tombez vos oeillères et sortez la France de l'impasse dans laquelle vous l'avez plongée ! Le groupe socialiste vous demande de reprendre un dialogue approfondi et une négociation sérieuse avec les partenaires sociaux.

M. le président. Voilà. Merci, monsieur Lurel.

M. Victorin Lurel. Redonnez de la force à l'espérance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire.

M. Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Monsieur le député, je vous sais trop républicain et trop démocrate pour ne pas vous interroger avec nous sur la capacité de notre pays à se réformer dans le cadre des institutions démocratiques. Il n'y a pas d'un côté les bons Français qui pensent comme vous, et de l'autre les mauvais Français qui ne pensent pas comme vous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*) Il n'y a pas d'un côté les bons syndicats qui pensent comme vous, et de l'autre les mauvais syndicats qui pensent comme nous.

Vous avez, dans un élan républicain que je salue, soutenu l'action du Président de la République pour faire en sorte que, sur la scène internationale, la violence ne l'emporte pas sur le droit, et vous refusez ici la légitimité démocratique qu'a le Parlement pour décider de l'avenir du pays ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Marc Ayrault et M. François Hollande. Nous ne refusons rien !

M. le président. Monsieur Bataille, asseyez-vous !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Le ministre fait de la provocation !

M. Julien Dray. C'est tout simplement scandaleux !

Données clés

Auteur : [M. Victorin Lurel](#)

Circonscription : Guadeloupe (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 681

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Ministère attributaire : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 juin 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 juin 2003